



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Structures et revenus agricoles dans la Communauté Economique Européenne

Pierre Pinon

Abstract

This overall survey of agricultural structures and incomes within the EEC aims to summarize the main differences in agricultural inputs and outputs from one country to another.

The most recent figures show no tendency of reduction of the disparities, whereas both production and incomes may still improve.

It is suggested that this increase would preferably take place in the less intensive countries.

Résumé

Cette réflexion d'ensemble sur les structures et les revenus agricoles à l'intérieur de la CEE se propose de résumer les principales différences d'allocation de facteurs et de résultats économiques existant entre pays.

Les derniers chiffres disponibles ne montrent pas de tendance à la diminution des disparités, tandis qu'aussi bien la production que les revenus peuvent continuer de s'accroître.

Il est suggéré que ces accroissements pourraient avantageusement se localiser dans les pays les moins intensifs.

Citer ce document / Cite this document :

Pinon Pierre. Structures et revenus agricoles dans la Communauté Economique Européenne. In: Économie rurale. N°143, 1981. pp. 15-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2772>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_143_1_2772

Fichier pdf généré le 08/05/2018

STRUCTURES ET REVENUS AGRICOLES DANS LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE EUROPÉENNE

P. PINON

Chargé de mission au Ministère de l'Economie

Cette réflexion d'ensemble sur les structures et les revenus agricoles à l'intérieur de la CEE se propose de résumer les principales différences d'allocation de facteurs et de résultats économiques existant entre pays.

Les derniers chiffres disponibles ne montrent pas de tendance à la diminution des disparités, tandis qu'aussi bien la production que les revenus peuvent continuer de s'accroître.

Il est suggéré que ces accroissements pourraient avantagusement se localiser dans les pays les moins intensifs.

AGRICULTURAL STRUCTURES AND INCOMES WITHIN THE EEC

This overall survey of agricultural structures and incomes within the EEC aims to summarize the main differences in agricultural inputs and outputs from one country to another.

The most recent figures show no tendency of reduction of the disparities, whereas both production and incomes may still improve.

It is suggested that this increase would preferably take place in the less intensive countries.

Les agricultures des pays de la Communauté présentent des caractéristiques très dissemblables, résultant d'une allocation de facteurs naturels de production variée et d'évolutions historiques distinctes. Au cours des années récentes, l'appartenance à une même communauté économique n'a pas pour autant réduit ces différences.

On constate au contraire un accroissement des parts de production et des niveaux de revenu des agricultures du nord de l'Europe. Dans le cas particulier de la France, les résultats économiques ne correspondent pas encore à une

mobilisation des ressources naturelles et humaines comparable à la situation des pays les plus avancés, ce retard de développement n'ayant paradoxalement pas tendance à se combler.

Laissant à d'autres travaux le soin d'en tirer les conséquences au niveau de la politique agricole, cette étude comparative des agricultures européennes a seulement pour but de proposer quelques pistes de réflexion sur les disparités actuelles en matière de structures, de niveaux de production et de revenus.

LES ECARTS D'INTENSIFICATION

La surface disponible par exploitation agricole est près de huit fois supérieure au Royaume-Uni à ce qu'elle est en Italie. Par unité de surface, le Royaume-Uni se contente d'environ quatre fois moins d'agriculteurs que les Pays-Bas, alors que la densité de population moyenne est inférieure seulement de 45 %.

L'Allemagne Fédérale dispose par hectare de quatre fois plus de puissance de tracteurs que l'Irlande, de deux fois plus de moissonneuses-batteuses que la France. Les Pays-Bas et la Belgique consomment trois fois plus d'engrais à l'hectare que l'Italie, le Royaume-Uni ou l'Irlande.

Le capital est mis en œuvre de façon particulièrement intense, par rapport à la surface, en Allemagne Fédérale, dans les pays du Bénélux et au Danemark. La France et l'Italie sont proches de la moyenne, pour la mécanisation, mais nettement en dessous pour l'ensemble des consommations intermédiaires (en valeur). Le Royaume-Uni est moins mécanisé que la moyenne, mais au-dessus de la France et de l'Italie pour les inputs achetés. L'Irlande est le pays utilisant le moins de capital.

Certes, les moyennes nationales recouvrent des régions à vocations agricoles distinctes, et il se peut que pour certaines productions, les différences existant entre pays soient moins accentuées.

La résultante au niveau des Etats mérite cependant considération car elle provient non seulement des conditions «naturelles» de production (nature des sols, climats, mais peut-être surtout des facteurs humains et des politiques agricoles menées par chacun des pays.

Ainsi, le Royaume-Uni acceptant un degré d'auto-provisionnement faible, a pu développer des structures agricoles de grandes dimensions et réduire le nombre de ses agriculteurs à un niveau record, facilitant en cela les économies d'échelle et limitant le coût du soutien au secteur. De telles unités de production, grâce à leur capacité d'auto-financement ainsi qu'à de substantielles aides à l'investissement, ont atteint un excellent niveau technique et disposent de bonnes facultés d'adaptation à des modifications d'environnement économique.

A l'opposé l'Allemagne a mené une politique de protection élevée de son agriculture. Elle a réussi à tirer parti au mieux de l'organisation communautaire et de ses propres atouts monétaires pour développer sa production, augmenter massivement ses investissements, et relever son niveau de compétitivité. Ce pays, qui aurait pu être le débouché «naturel» des productions françaises a en fait considérablement accru son degré d'autosuffisance (céréales, vin, viande bovine, volailles, fromages...) ou ses excédents (sucre, poudre de lait, beurre).

Il possède maintenant un potentiel productif, inférieur de seulement 20 % à celui de la France, et une capacité d'investissement supérieure d'environ 10 %, favorisée en particulier par un fort taux de pluriactivité.

L'Italie a surtout misé sur le développement des cultures intensives à forte valeur ajoutée : fruits, légumes et vin, compatibles à la fois avec un climat privilégié et une main-d'œuvre nombreuse.

Les Pays-Bas et dans une moindre mesure la Belgique, ont conservé des structures de petite taille relative, autour de 15 ha en moyenne, et une main d'œuvre assez nombreuse privilégiant les cultures et les élevages les plus intensifs.

UNE REPARTITION TRES INEGALE DE LA PRODUCTION ET DES REVENUS

La localisation des cheptels est un facteur essentiel d'explication des revenus agricoles.

La concentration des animaux est particulièrement forte en Allemagne, dans les pays du Bénélux et au Danemark. L'Irlande, dont les exploitations sont principalement tournées vers l'élevage bovin, a une densité égale à la moyenne communautaire. La France, l'Italie et le Royaume-Uni ont une densité inférieure.

Par unité de surface, les vaches laitières sont 6 fois plus nombreuses aux Pays-Bas qu'en Italie ou au Royaume-Uni, et les porcs 23 fois moins nombreux en Irlande qu'aux Pays-Bas.

En conséquence, la valeur de la production rapportée à l'hectare est en France plus de deux fois en moyenne inférieure à celle de l'Allemagne, cinq fois à celle des Pays-Bas, mais presque deux fois supérieure à celle de l'Irlande : entre l'Irlande et les Pays-Bas l'écart est de 1 à 10.

Il apparaît que l'élevage contribue beaucoup plus fortement que les cultures à la formation de la valeur de la production, à la seule exception de l'Italie. Au sein même des productions végétales, les cultures spécialement intensives (fruits, légumes, éventuellement vin) prennent une place dominante en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique.

Si l'on considère toujours la production par unité de surface, les Pays-Bas se placent en tête aussi bien pour les produits végétaux, grâce aux légumes et aux plantes sarclées, que pour les produits animaux, grâce à la concentration exceptionnelle de la production laitière, bovine et porcine. Puis viennent la Belgique, l'Allemagne et le Danemark, où l'élevage a un poids plus de deux fois supérieur aux cultures, avec une production porcine supérieure en valeur à la production laitière en Belgique et au Danemark.

En Irlande, le poids de l'élevage bovin est encore plus affirmé puisque la production animale représente cinq fois la valeur de la production végétale, avec une prépondérance de la viande sur le lait.

Le Royaume-Uni présente une structure assez homothétique de la structure communautaire d'ensemble, tandis

que la France est le pays où, comparativement à ses potentialités naturelles, l'élevage reste le plus faiblement développé par rapport aux productions végétales.

Le succès de cette voie se base sur une grande compétence technique des agriculteurs et une organisation technique remarquable, ainsi que sur des achats extérieurs massifs d'aliments pour animaux à bas prix.

Au contraire l'Irlande repose sur des modes de production peu intensifs et utilisant principalement les ressources fourragères disponibles.

Malgré de récentes déconvenues, provenant d'un excès d'investissement et d'endettement lors de son entrée dans la Communauté, l'agriculture danoise montre de bonnes performances à la fois en termes de rendements physiques et de productivité des principaux facteurs.

Au sein de la Communauté les Pays-Bas ont connu depuis 1970 les plus forts accroissements en volume de la production et de la valeur ajoutée, ce qui peut sembler paradoxal du fait de leur niveau d'intensification initial, qui aurait dû entraîner une productivité marginale des facteurs inférieure à celle des autres pays.

Au contraire, aucune tendance à une relocalisation de la production vers les zones les moins intensives ne se manifeste, à l'exception de l'Irlande dont le niveau de départ est particulièrement bas et du Royaume-Uni qui dispose de structures très propices à un accroissement de la production à faible coût.

Le résultat au niveau du partage de l'offre communautaire de produits agricoles, fait apparaître une place de la France (26-27 %) nettement inférieure à sa place dans la surface agricole (34 %), tandis qu'au contraire les Pays-Bas et la Belgique ont une part de production trois fois et demie supérieure à leur part de surface.

Si l'on rapporte la production au nombre de personnes actives, il ressort que la productivité apparente du travail place de nouveau en tête les pays de forte intensification, à l'exception du Royaume-Uni qui, grâce à une main d'œuvre agricole peu nombreuse, se situe cette fois au dessus de la moyenne.

Ces différences de productivité par actif ont une conséquence directe sur les niveaux de revenus par personne, qui varient du simple au triple pour des exploitations comparables.

Il apparaît en définitive que les performances des agricultures européennes sont très disparates et que, outre les facteurs physiques déjà examinés, des facteurs de technicité et liés à l'environnement économique des agriculteurs contribuent à expliquer cette situation.

On relève ainsi des inégalités considérables dans les niveaux de formation, de compétence et d'organisation des agriculteurs, leur aptitude à assimiler les progrès techniques, la qualité des services rendus par leurs conseillers et finalement les performances de leur gestion.

Alors que pratiquement tous les agriculteurs néerlandais disposent d'une comptabilité complète, de même que 80 % des anglais et 70 % des danois, seulement 5 % des français connaissent cet instrument indispensable de gestion.

L'assujettissement à des régimes «réels» d'imposition du revenu agricole est le principal moteur de la tenue de comptabilité. La réforme fiscale adoptée en juin 80 en Allemagne le rappelle : elle s'est fixé comme objectif d'imposer d'après une comptabilité complète ou simplifiée plus de la moitié des exploitations à temps complet.

En France, environ 30 000 exploitants sur 1,2 million sont dans ce cas, avec en outre des règles fiscales favorables - telle la déductibilité des avances aux cultures - qui diminuent la signification économique des résultats.

Il faut cependant reconnaître que ce défaut d'assujettissement, encouragé par les traditions ainsi que le bas

niveau de certains forfaits collectifs, est en partie compensé par les enregistrements effectués au titre de la TVA, qui déterminent un indicateur de marge utile pour la gestion. 350 000 exploitants s'y sont soumis, pour la plupart volontairement.

LES EXPLOITANTS AGRICOLES ET LEURS REVENUS

La Communauté compte aujourd'hui près de 5 millions d'exploitations, dont 2 millions pour la seule Italie.

La France et l'Allemagne viennent ensuite. La dimension économique, plus encore que la taille physique, reste cependant à l'avantage des exploitations du nord de l'Europe continentale et du Royaume-Uni.

Les écarts sont considérables entre, d'une part, les petites exploitations italiennes et irlandaises - où pour ces dernières, la valeur de la production est la plus faible malgré une taille physique supérieure à la moyenne communautaire - et, d'autre part, les unités de production danoises, belges, anglaises et hollandaises. Celles-ci produisent en moyenne, entre 1,5 et 2,7 fois plus que les exploitations françaises. Par rapport à l'Allemagne, la France dispose d'exploitations 77 % plus vastes mais dont la production est en moyenne inférieure de 6 %.

Le RICA communautaire fournit des précisions éclairantes sur les résultats dans les principales orientations technico-économiques.

Dans la catégorie de l'«Agriculture Générale» de 20 à 50 ha, les exploitations françaises sont à l'avant-dernière place pour les revenus en 1977, devant les exploitations britanniques qui utilisent à la fois moins de capital et moins de terre, mais un peu plus de travail.

En revanche, toujours par rapport aux françaises, les exploitations danoises se contentent de 3 % de moins de terre, 13 % de moins de frais spécifiques des cultures, 17 % de moins de capital, et 40 % de moins de travail, mais dégagent 54 % de plus de revenus.

Au delà de 50 ha, les exploitations françaises sont distancées en matière de revenus par toutes leurs homologues. Celles qui ont des surfaces inférieures, comme en Belgique et aux Pays-Bas, compensent en utilisant plus de capital. D'autres, comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne apportent davantage de chaque facteur, ce qui ne permet pas de conclure au sujet de leur efficacité. On peut remarquer que les exploitations danoises dégagent deux fois plus de revenus que les françaises, avec certes davantage de surface, mais moins de travail et moins de capital. Elles dominent nettement les anglaises, en donnant de meilleurs revenus tout en économisant très substantiellement sur l'ensemble des facteurs considérés.

Il convient cependant de remarquer que ces résultats portent sur l'année 1977, relativement défavorable aux céréaliers français, et que des problèmes d'échantillonnage se posent dans le RICA français pour les grandes exploitations.

Dans l'OTE «Bovins» de 10 à 20 ha les revenus irlandais sont les plus faibles, les exploitations correspondantes étant également les plus économes sur chaque facteur. Les exploitations françaises obtiennent des résultats faible-

ment supérieurs aux anglaises aux prix de nettement plus de travail et de capital. Les exploitations allemandes semblent dans la continuité des françaises, avec une poursuite de la substitution capital-travail et un revenu amélioré de 50 %.

En imaginant que cette substitution puisse se prolonger en France aussi bien qu'aux Pays-Bas, où d'ailleurs les exploitations se contentent d'une surface légèrement inférieure, un doublement du capital (coef. 1,96) entraînerait un revenu de 2,5 fois supérieur.

La meilleure efficacité semble être encore au Danemark, où avec un capital par exploitation supérieur de 20 % seulement à la France, mais avec 30 % de travail en moins, on atteint 260 % des revenus français.

Dans la même orientation, entre 20 et 50 ha, l'Irlande permet de nouveau aux exploitations françaises de ne pas figurer en dernière place : les revenus par exploitations sont inférieurs de 15 %, mais les exploitations irlandaises se contentent d'un capital inférieur de moitié et de 23 % de travail en moins. Le Royaume-Uni connaît pour cette catégorie des revenus supérieurs à la France avec pourtant moins de capital et moins de travail, pour pratiquement autant de terre.

Les perspectives tracées par les autres pays montrent l'ampleur des évolutions possibles pour les exploitations françaises.

Les différences de situations et de résultats proviennent pour partie des écarts de prix des produits et des facteurs qui existent structurellement - du fait d'une meilleure organisation économique - ou conjoncturellement, à cause des distorsions de concurrence liées aux parités vertes, et qui ont pu empêcher une évolution en France aussi favorable que chez ces partenaires.

Mais l'ampleur des disparités est certainement imputable à des causes plus fondamentales, comme l'habileté technique des agriculteurs, la qualité de l'encadrement, le niveau de concentration des cheptels dans des unités dégagant des économies d'échelle, et finalement l'ensemble de la politique agricole suivie par chaque pays.

Ainsi, l'étable française compte-t-elle en moyenne deux fois moins de vaches que la hollandaise et trois fois moins que l'anglaise. Tandis que les étables de plus de 40 vaches représentent 80 % du troupeau anglais et la moitié du troupeau néerlandais, elles regroupent seulement 13 % du troupeau français.

Les élevages du nord de l'Europe se sont en outre développés sur des modèles intégrant de plus en plus d'alimentation fabriquée à partir de produits agricoles importés à bas prix (maïs, manioc, soja), en contradiction avec l'objectif de préférence communautaire et au détriment des autres modes d'alimentation basés sur la valorisation des ressources fourragères beaucoup moins coûteuses en devises et en énergie.

LES EVOLUTIONS RECENTES : PRIX, COUTS, PRODUCTION, REVENUS

Les évolutions de rapports de prix ont été, au cours des dernières années, défavorables à l'agriculture dans l'ensemble des pays.

La pénalisation la plus forte revient cependant à l'agriculture française, avec une détérioration des termes de l'échange (rapport de prix des produits agricoles aux prix

des consommations intermédiaires) de près de 17 % entre 1973 et 1979 contre à peine 6 % en moyenne communautaire. C'est la conséquence directe des forces et des faiblesses respectives des monnaies, de l'utilisation des parités vertes et des différences d'accès aux inputs importés.

En volume, la production s'est principalement accrue en Irlande - qui était effectivement en retard du point de vue de la productivité moyenne - mais également aux Pays-Bas et au Danemark, qui étaient déjà parmi les plus favorisés.

Le taux d'évolution annuel du volume de la production, en moyenne 1976 à 1978 comparée à 1973, a été de 3,6 % aux Pays-Bas, 3 % en Irlande, mais de - 1,1 % en France.

En particulier, la France et l'Italie ont connu une évolution très modérée de leur production laitière, à l'inverse de leurs partenaires.

La moyenne 1977-1979 comparée à 1971-1973 fait ressortir un accroissement de 5 % pour l'Italie, 6 % pour la France, mais 9 % pour l'Allemagne, 14 % pour le Royaume-Uni et le Danemark, 26 % pour les Pays-Bas et plus de 30 % pour l'Irlande.

Le rendement moyen par vache a d'ailleurs augmenté surtout en Irlande et au Royaume-Uni et au contraire faiblement en Belgique et en France.

Conséquence de ces évolutions de production, et des rapports de prix, la valeur ajoutée de l'agriculture s'est surtout accrue en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas :

Progression des valeurs ajoutées agricoles nationales

| Indice 1978 (base 100 en 1973) | D | F | I | NL | B | L | UK | IRL | DK | Total CEE |
|--------------------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------|
| Prix du marché | 148 | 123 | 149 | 167 | 129 | 136 | 141 | 182 | 161 | 141 |
| Coût des facteurs | 141 | 125 | 148 | 167 | 132 | 143 | 138 | 180 | 162 | 140 |

Les écarts ainsi constatés ont permis à l'emploi agricole de se maintenir beaucoup mieux aux Pays-Bas ou au Danemark qu'en France ou en Belgique, et aux revenus de s'accroître dans des pays où ils étaient déjà parmi les plus élevés.

Une estimation de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs, c'est-à-dire après subventions et impôts liés à la production, par personne active en 1979, donne une indication de la hiérarchie des revenus moyens par pays. Les Pays-Bas sont suivis par la Belgique, puis par le Danemark. La France devance légèrement l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'Italie et le Luxembourg suivent avec un certain décalage. L'Irlande est en fin de classement, à un niveau n'atteignant pas le tiers de la Belgique ou des Pays-Bas.

L'écart de situation entre la France et les Pays-Bas serait, d'après cette estimation, de 69 % en 1979 : il était de 62 % en 1973.

La différence France-Danemark était de 18 % en 1973 : elle ressort à 30 % en 1979.

Si la localisation des hausses de revenus montre opportunément un certain rattrapage au profit de l'Irlande, elle ne fait au contraire qu'aggraver les inégalités lorsque l'on considère le Danemark ou les Pays-Bas.

Une autre conséquence lourde d'avenir est l'évolution de l'investissement. Les pays les plus riches ayant tout naturellement tendance à investir davantage, leur position concurrentielle se trouve encore renforcée.

Ainsi, en valeur absolue, l'Allemagne a investi plus que la France en 1977 et 1978, alors que c'était l'inverse auparavant. Son taux d'investissement, par rapport à la

valeur ajoutée, dépasse maintenant 34 % et constitue le record communautaire en 1978.

La France et l'Italie sont à l'opposé les pays qui investissent le moins en proportion de leur revenu, l'évolution depuis 1973 étant d'ailleurs plus favorable pour l'Italie que pour la France.

Ramenée à la surface, la FBCF reste supérieure en France à ce qu'elle est au Royaume-Uni et en Irlande, mais elle est 2,6 fois inférieure à l'Allemagne, 3 fois inférieure au Danemark et 5,5 fois inférieure aux Pays-Bas.

De multiples facteurs, outre les niveaux de revenus par personnes et leur évolution, peuvent agir sur cette propension à investir :

- les conditions de crédit qui apparaissent par exemple plus favorables aux Pays-Bas qu'en France grâce aux durées ;
- les aides directes à l'investissement notamment aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Danemark ;
- une fiscalité sur le revenu particulièrement favorable, que ce soit à travers des régimes forfaitaires - proportionnellement encore plus avantageux en Allemagne, en Italie et en Irlande qu'en France - ou des règles dérogatoires dans les régimes réels : Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark ;
- les règles spécifiques de la TVA forfaitaire agricole, qui constituent un moyen d'aide nationale très important aux Pays-Bas, en Belgique, Allemagne et Italie ;
- des investissements publics en particulier en matière d'assainissement et de drainage tels qu'ils se pratiquent en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et qui n'ont plus à être financés par les exploitations ;
- la pluri-activité, surtout dans le cas de l'Allemagne, qui est favorable à un faible taux de prélèvement sur le revenu agricole pour la consommation, et donc à un fort taux de réinvestissement du revenu sur l'exploitation ;
- les régimes successoraux qui entraînent des charges de financement très différentes d'un pays à l'autre. Les valeurs à refinancer à chaque génération d'agriculteurs dépendent des surfaces en faire-valoir direct et du prix retenu pour les partages. Les exploitations belges sont avantagées par l'existence d'un niveau élevé du fermage : 73 % de la SAU. En Allemagne, le recours à une valeur de rendement des terres, au lieu de leur valeur de marché, permet de diminuer l'évaluation des héritages au profit de l'héritier preneur. De même, des mécanismes de partages inégaux favorisent la reprise des exploitations en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et au Danemark. Des comparaisons ponctuelles ont pu montrer des frais de reprises (dédommagement des cohéritiers) de 4 à 5 fois inférieurs en Grande-Bretagne et en Allemagne par rapport à la France, pour un même type d'exploitation ;
- le coût d'acquisition du foncier rapporté à la valeur ajoutée : le prix de la terre est plus faible aux Pays-Bas qu'en France. En moyenne pour l'ensemble des transactions foncières, ce prix apparaît à première vue plus compétitif en France qu'au Danemark, en Allemagne, en Belgique et au Royaume-Uni.

Si l'on tient cependant compte du fait que les achats de terres libres par les exploitants français en vue d'une utilisation immédiate pour l'installation ou l'agrandissement s'effectuent à un prix supérieur à la moyenne - puisque le prix moyen tient compte également des transactions sur des parcelles en fermage, lesquelles se négocient à un prix inférieur de 20 % ou 25 % au prix moyen, l'apparent avantage de compétitivité du prix de la terre en France par rapport à l'Allemagne et au Danemark n'est peut-être pas totalement fondé, sachant que le même effet ne peut pas jouer au même degré dans ces deux pays, où le fermage est beaucoup plus faible.

- l'habileté des administrations nationales à tirer parti des possibilités du financement communautaire. L'exemple des plans de développement est caractéristique : entre 1975 et 1977, l'Allemagne a fait approuver 21 100 plans, l'Irlande 11 400, les Pays-Bas 6 900, le Danemark 6 800, la Belgique 4 200... et la France 3 300. Même si depuis le rythme s'est accru en France, le handicap au départ est très lourd.

Il semble donc que l'agriculture communautaire dispose encore de potentiels de croissance tout à fait prometteurs, grâce à l'importance de certaines ressources mal valorisées, telles les ressources fourragères d'Irlande et de France. Du fait de sa faible intensification et de la taille de ses unités de production, le Royaume-Uni présente également des possibilités très réelles de hausse de production.

Si simplement pour la France, l'intensification de la surface agricole était menée au niveau moyen de la Belgique, de l'Allemagne, du Danemark et des Pays-Bas réunis, les 32 millions d'hectares français pourraient pratiquement tripler leur production et doubler leurs revenus.

Mais un tel développement entrainerait des excédents au niveau de la CEE équivalent à près du tiers de la production communautaire actuelle.

La question qui reste posée est de savoir si l'allocation actuelle des facteurs et des financements dans la communauté est optimale, c'est-à-dire si cette production s'effectue au moindre coût ou bien si, les pays les moins intensifiés étant vraisemblablement ceux où la productivité marginale des facteurs est la plus forte, il n'y aurait pas lieu de laisser les productions se réallouer en leur faveur.

Une telle évolution ne manquerait pas d'être encouragée si, la hausse du coût de l'énergie aidant, les agricultures les plus dépendantes d'elle subissaient effectivement les conséquences du renchérissement, ce qui suppose une harmonie des aides à l'agriculture en particulier dans ce domaine, ou si, par retour aux règles de préférence communautaires et de protection douanière commune, les matières premières importées de l'alimentation animale industrielle supportaient un prélèvement.

Ce serait aller dans le sens d'une réduction des distorsions de revenu actuellement constatées entre les pays, et d'une meilleure efficacité collective.

BIBLIOGRAPHIE

- Situation de l'agriculture dans la CEE, rapport annuel de la CEE 1979 ;
- Annuaire de Statistique Agricole 1975 - 1978 - Eurostat, Centre Européen, Luxembourg ;
- La Politique Agricole Française : impasse ou révision ? L.P. MAHE et M. ROUDET, Economie Rurale n° 135 ;
- Evolutions dans l'Agriculture Européenne. Cahiers du BAC 80. 1^{er} mai 1980 ;
- Prix agricoles et coûts de production en France et dans les pays de la CEE. Cahiers de la Statistique Agricole n° 49, Décembre 1979.

A N N E X E S

I - LES FACTEURS

Nombre de personnes actives sur les exploitations pour 100 ha de SAU

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|-------------|----------|----------|---------------------|-----------|----------|----------|-----------|---------------------|-----------|----------------------|
| <u>1976</u> | 7,4 | 5,2 | (10,5) [°] | 12,0 | 7,4 | 8,4 | 3,2 | (4,8) ^{°°} | 5,3 | (7,0) ^{°°°} |

° 1973

°° Seulement main-d'œuvre masculine

°°° Estimation

Source : Eurostat

UTILISATION DU CAPITAL POUR 100 HA DE SAU

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> [°] | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|---|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|-------------------------|-----------|------------|
| Nombre de tracteurs 1977 | 10 | 5 | 5 | 7 | 7 | 6 | 4 | 2 | 6 | 5 |
| Puissance des tracteurs (CV) | 399 | 204 | 237 | 349 | 300 | 286 | 122 | 104 | 300 | 221 |
| Nombre de moissonneu- ses-batteuses pour 100 ha de céréales 1975 | 3,4 | 1,6 | 0,6 | 2,8 | 2,0 | 4,5 | 1,7 | 1,5 | 2,5 | 1,9 |
| Consommations inter- médiaires en valeur UCE 77 (prix et taux de changes courants) | 840 | 290 | 290 | 900 | 1490 | 400 | 320 | 130 | 800 | 440 |
| Engrais consommés 77 (t) | 26 | 16 | 9 | 31 | 30 | 22 | 10 | 10 | 22 | 15 |

° Estimations

Source : Eurostat

II - LOCALISATION DES CHEPTELS ET DE LA PRODUCTION

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|---|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|------------|
| <u>Effectifs des cheptels</u> | | | | | | | | | | |
| <u>pour 100 ha</u> | | | | | | | | | | |
| Nbre de vaches laitières en 1977 | 41 | 23 | 17 | 107 | 64 | 51 | 18 | 27 | 37 | 27 |
| Nbre de porcs en 1977 | 162 | 34 | 54 | 407 | 326 | 67 | 42 | 18 | 283 | 77 |
| Nbre d'UGB en 1977 | 139 | 77 | 74 | 333 | 247 | | 90 | 99 | 157 | 100 |
| <u>Valeur de la production</u> | | | | | | | | | | |
| <u>par ha (UCE) aux prix et</u> | | | | | | | | | | |
| <u>taux de change courants</u> | | | | | | | | | | |
| ° estimation | | | | | | | | | | |
| 1977 | 1630 | 750 | 1010 | 3800 | 2540 | 920 | 560 | 380° | 1560 | 980° |
| 1978 | 1580 | 810 | 1120 | 4030 | 2530 | 890 | 590 | 440° | 1550 | 1030° |
| <u>Répartition de la production par pays (année 1977)</u> | | | | | | | | | | |
| Production végétale | 31 | 46 | 57 | 34 | 32 | 21 | 36 | 17 | 28 | 40 |
| Production animale | 69 | 54 | 43 | 66 | 68 | 79 | 64 | 83 | 72 | 60 |
| Productions végétale et animale | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| dont : céréales | 9 | 17 | 9 | 2 | 5 | 4 | 14 | 9 | 16 | 11 |
| lait | 23 | 17 | 13 | 27 | 16 | 37 | 22 | 30 | 26 | 20 |
| viande bovine | 16 | 12 | 11 | 8 | 14 | 27 | 15 | 37 | 14 | 16 |
| <u>Part des pays dans la surface agricole utile</u> | | | | | | | | | | |
| 1975 | 14,2 | 33,7 | 18,6 | 2,4 | 1,6 | 0,1 | 19,8 | 6,2 | 3,4 | 100 |

Source : Eurostat

REPARTITION ET MONTANT DE LA PRODUCTION AGRICOLE FINALE

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|--|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|------------|
| <u>Répartition en valeur</u> | | | | | | | | | | |
| (prix et taux de change courants) | | | | | | | | | | |
| 1977 | 23,4 | 26,1 | 19,2 | 8,6 | 4,2 | 0,1 | 11,2 | 2,3 | 4,9 | 100 |
| 1978 | 21,7 | 27,2 | 20,3 | 8,7 | 4,0 | 0,1 | 11,2 | 2,5 | 4,4 | 100 |
| <u>Répartition en volume</u> | | | | | | | | | | |
| - céréales 76/77 | | | | | } | | | | | |
| sauf riz | 20,9 | 35,8 | 17,6 | 1,3 | 2,0 | | 14,5 | 1,4 | 6,5 | 100 |
| - lait 77 (de vaches laitières) | 24,5 | 26,2 | 9,8 | 11,0 | 3,8 | <0,1 | 15,8 | 4,3 | 5,3 | 100 |
| - viande bovine 77 | 21,8 | 27,6 | 13,5 | 6,3 | 4,3 | | 15,3 | 7,3 | 3,9 | 100 |
| - viande porcine 77 | 32,2 | 18,1 | 9,7 | 12,3 | 7,5 | | 10,2 | 1,5 | 8,5 | 100 |
| <u>Montant en valeur par actif agricole</u> | | | | | | | | | | |
| (estimation en UCE, prix et taux de change courants) | | | | | | | | | | |
| 1977 | 21900 | 14600 | 8600 | 33300 | 35600 | 11400 | 18100 | 10000° | 29400 | 17000 |
| 1978 | 22600 | 16400 | 12000 | 35900 | 36800 | 11200 | 18900 | 10800° | 28200 | 17700 |

° Actifs masculins seulement

Source : d'après Eurostat.

III - LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LEURS REVENUS

| <u>Nombre d'exploitations :</u> | <u>en 1975</u> | <u>%</u> | <u>en 1978</u> |
|---------------------------------|----------------|----------|----------------|
| D | 904 700 | 17,8 | 843 600 |
| F | 1 209 000 | 23,8 | 1 126 000 |
| I | 2 053 400 | 40,4 | - |
| NL | 143 800 | 2,8 | 134 400 |
| B | 105 600 | 2,1 | 96 800 |
| L | 5 600 | 0,1 | 5 000 |
| UK | 271 500 | 5,3 | 260 200 |
| IRL | 260 100 | 5,1 | - |
| DK | 129 800 | 2,6 | 122 300 |
| CEE | 5 083 500 | 100 | |

POURCENTAGE D'EXPLOITATIONS TENANT UNE COMPTABILITE

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|------------|
| 1975 | 8,8 | 4,7 | 8,1 | 98,3 | 8,0 | 10,6 | 83,1 | - | 69,6 | 10,2 |

SURFACE MOYENNE ET VALEUR DE LA PRODUCTION PAR EXPLOITATION

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>TOTAL</u> |
|--|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|--------------|
| <u>SAU moyenne par exploitation (ha) (1)</u> | | | | | | | | | | |
| 1975 | 13,8 | 24,3 | 7,8 | 14,4 | 13,9 | 23,5 | 64,4 | 20,5 | 22,6 | 17,2 |
| 1978 | 14,6 | 25,9 | - | 15,2 | 14,8 | 25,9 | 66,0 | - | 23,9 | - |
| <u>PAF par exploitation (UCE) (1)</u> | | | | | | | | | | |
| 1975 | 17010 | 16180 | 7180 | 38210 | 26760 | 16610 | 30430 | 5460 | 23600 | 13940 |
| 1978 | 24800 | 23280 | - | 62000 | 39550 | 23600 | 41330 | - | 34770 | - |

Source : EUROSTAT

RESULTATS DU RESEAU COMPTABLE EUROPEEN EN 1977 (1)

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>UK</u> | <u>DK</u> | |
|---|----------|----------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|-------|
| <u>Agriculture générale</u> | | | | | | | | |
| <u>20 à 50 ha</u> | | | | | | | | |
| Surface agricole utile (ha) | 37,4 | 36,9 | 31,1 | 33,8 | 36,3 | 34,1 | 35,8 | |
| Nombre d'Unité- travailleurs-annuelle | 1,56 | 1,51 | 1,95 | 1,36 | 1,05 | 1,72 | 0,89 | |
| Capital d'exploitation (UCE) | 58780 | 34050 | 26840 | 61070 | 58270 | 26860 | 28400 | |
| Produit brut (UCE) | 51100 | 25140 | 26980 | 51960 | 44160 | 27270 | 30780 | |
| Frais spécifiques des cultures (UCE) (2) | 10410 | 6560 | 6630 | 17080 | 11930 | 8150 | 5730 | |
| Revenu net d'exploita- tion (UCE) | 19060 | 11390 | 14410 | 20030 | 18670 | 10770 | 17590 | |
| <u>Agriculture générale</u> | | | | | | | | |
| <u>> 50 ha</u> | | | | | | | | |
| SAU | 97,7 | 80,8 | 104,9 | 79,5 | 70,5 | 164,5 | 107,3 | |
| UTA | 2,48 | 1,76 | 3,39 | 2,29 | 1,43 | 4,03 | 1,56 | |
| Capital d'exploitation | 112610 | 75540 | 71510 | 121350 | 93780 | 97420 | 68840 | |
| Produit brut | 120990 | 56510 | 78800 | 114850 | 87370 | 103000 | 88660 | |
| Frais spécifiques des cul- tures (2) | 28540 | 14390 | 23610 | 36240 | 18320 | 28790 | 15890 | |
| RNE | 48470 | 27810 | 41340 | 45620 | 43690 | 49030 | 55280 | |
| <u>Bovins 10 à 20 ha</u> | | | | | | | | |
| SAU | 16,3 | 16,2 | 14,4 | 15,3 | 15,0 | 15,58 | 15,9 | 15,0 |
| UTA | 1,51 | 1,64 | 2,42 | 1,46 | 1,49 | 1,29 | 1,12 | 1,12 |
| Capital d'exploitation | 42370 | 26950 | 36670 | 52750 | 42430 | 20086 | 32700 | 10060 |
| Produit brut | 29450 | 14960 | 24140 | 43000 | 31510 | 20020 | 39870 | 7360 |
| Frais spécifiques de l'élevage (3) | 7980 | 4550 | 6700 | 13540 | 8780 | 8600 | 14760 | 1210 |
| RNE | 11800 | 7800 | 14490 | 19390 | 19360 | 7570 | 20490 | 5190 |
| <u>Bovins 20 à 50 ha</u> | | | | | | | | |
| SAU | 31,3 | 33,8 | 28,9 | 30,4 | 30,7 | 34,8 | 33,1 | 31,9 |
| UTA | 1,80 | 1,82 | 3,03 | 1,82 | 1,66 | 1,76 | 1,40 | 1,41 |
| Capital d'exploitation | 70610 | 49780 | 55030 | 106760 | 70840 | 38900 | 59150 | 24400 |
| Produit brut | 48700 | 26820 | 40140 | 90620 | 46600 | 32250 | 63880 | 17920 |
| Frais spécifiques de l'élevage (3) | 13950 | 7600 | 10380 | 28090 | 13230 | 12680 | 22310 | 3160 |
| RNE | 18140 | 13610 | 24330 | 40770 | 25110 | 15190 | 32240 | 11700 |
| RNE/Frais spécifiques | 1,30 | 1,80 | 2,34 | 1,45 | 1,90 | 1,20 | 1,44 | 3,70 |

1. Les caractéristiques du RICA ne peuvent conduire à des résultats pleinement représentatifs de chaque agriculture. Ses indications conservent cependant une certaine signification structurelle.

2. Incluant semences, plants, engrais, amendements, eau d'irrigation, produits de protection des cultures et autres frais dont chauffage des serres.

3. Essentiellement aliments des animaux.

IV - EVOLUTIONS RECENTES

prix/coûts, production, revenus

| Evolution du rapport | <u>prix des produits agricoles</u> <u>prix des consommations intermédiaires</u> | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|------------|
| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
| Indice 1979 Base 100 en 1973 | 90 | 83 | 101 | 90 | 94 | 87 | 89 | 90 | 88 | 94 |

d'après Eurostat

Accroissement de la production en volume

(valeurs de la production aux prix de 1975)

Moyenne 1976 à 1978 comparée à 1973, en taux d'évolution annuel

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>L</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> | <u>CEE</u> |
|----------------------------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|------------|
| Productions végétales | + 1,1 | - 3,2 | + 0 | + 2,9 | - 2,4 | -10,9 | - 0,7 | + 4,3 | + 4,5 | - 0,7 |
| dont céréales | + 3,0 | - 2,4 | + 2,0 | - 2,4 | - 3,3 | -10,7 | + 2,5 | + 9,6 | + 8,0 | + 0,3 |
| Productions animales | + 1,1 | + 1,1 | + 3,4 | + 4,0 | - 0,3 | + 1,7 | - 0,6 | + 2,7 | + 1,3 | + 1,4 |
| dont lait | + 1,8 | + 0,8 | + 0,8 | + 4,0 | + 1,0 | + 1,5 | + 1,5 | + 5,7 | + 2,3 | + 1,8 |
| veau et viande bovine | - 1,1 | + 0,7 | + 4,9 | + 1,8 | - 0,8 | + 4,0 | - 2,9 | + 2,9 | + 2,6 | + 0,4 |
| viande porcine | + 2,5 | + 1,6 | + 5,5 | + 5,7 | - 0,6 | - 2,3 | - 3,3 | - 1,5 | - 0,1 | + 1,9 |
| Production agricole finale | + 1,1 | - 1,1 | + 1,4 | + 3,6 | - 1,0 | - 1,0 | + 0,6 | + 3,0 | + 2,1 | + 1,4 |

Source : Eurostat et Agrarbericht der Bundesregierung, 1980.

QUELQUES AUTRES EVOLUTIONS

| | <u>D</u> | <u>F</u> | <u>I</u> | <u>NL</u> | <u>B</u> | <u>UK</u> | <u>IRL</u> | <u>DK</u> |
|---|----------|----------|----------|-----------|----------------|-----------|------------|-----------|
| Production de lait de vaches laitières moyenne 1977-1979 comparée à 1971-1973 = 100 | 109 | 106 | 105 | 126 | (B+L) 104 | 114 | 135 | 114 |
| Rendement moyen par vache en 1977 (indice 100 en 1974) | 107 | 102 | 111 | 106 | 101 (L) 108 | 116 | 120 | 112 |
| % de chefs d'exploitations ayant une activité extérieure rémunérée en 1975 | 42 | 20 | 29 | 18 | 23 | 23 | 21 | 20 |
| Nombre total de plans de développement approuvés (75 à 77) | 21 201 | 3 338 | | 6 913 | 4 211 | 9 576 | 11 360 | 6 812 |
| <u>Prix de la terre/ha</u> <u>VAB/ha (1977)</u> | 12,7 | 7,0 | | 6,8 | 11,1 | 17,8 | | 8,4 |
| Part de la SAU en faire-valoir direct (1975) | 78 | 52 | 70 | 52 | 29 (L) 65 | 53 | 92 | 90 |

Source : Eurostat